



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : [www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Hebdo : [Communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:Communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

**28-02-2018**

## *Le niveau des luttes est et sera déterminant*

**C**ode du travail, hôpitaux, Santé, apprentissage, formation professionnelle, assurance chômage, retraites, fonction publique, éducation nationale, entreprises publiques : EDF, SNCF... La liste s'allonge, après les lois contre les travailleurs. Après Sarkozy, Hollande, Macron veut aller vite, avec son équipe il accélère les « réformes » voulues par le Medef.

L'objectif est de livrer au capital l'ensemble des secteurs de la vie pour en tirer profit quel qu'en soient les conséquences.

Il est insupportable au patronat de céder aux acquis sociaux obtenus par les luttes. Il a toujours cherché à les supprimer dès leur obtention.

Ces acquis sociaux, le progrès social ont toujours fait l'objet d'un affrontement entre la classe ouvrière, l'ensemble des travailleurs et les forces du capital. Rien n'a jamais été acquis en dehors de cet affrontement de classe. C'est la grande leçon à retenir de l'histoire sociale française et internationale, cette histoire se répète et se répétera en permanence tant que le capital dominera la société.

C'est l'enjeu actuel, tout va dépendre face aux attaques sans limites du pouvoir capitaliste contre le peuple, du niveau du rapport de force, de l'union des travailleurs, de leur détermination à stopper les objectifs du capital.

Il n'y a pas d'autres voies que celle de la lutte de classe.

Croire qu'il suffit de « dialoguer », de « négocier » avec le pouvoir et le Medef pour obtenir des avancées sociales est un leurre, un piège qui vise à détruire les acquis sociaux qui sont un frein au profit. On le voit dans toutes les discussions passées, actuelles et à venir, les objectifs sont les mêmes : le « dialogue social », les « négociations » se font toujours sur le cahier de revendications du patronat.

La liste serait longue pour rappeler tous les reculs sociaux résultants de ce « dialogue social » en dehors de luttes puissantes. Qui peut contester aujourd'hui cet état de fait ?

La bataille idéologique actuelle n'a jamais connu une telle intensité. Tous les médias : radios, journaux, télévisions, sont mobilisés. Les multinationales qui les détiennent mettent d'énormes moyens en œuvre pour détourner les problèmes de leur véritable objectif, de leur vraie cause, en accusant les salariés d'être coupables de la situation. Les interventions sont multiples et quotidiennes, des membres du gouvernement, des « spécialistes » des questions économiques, des « experts » qui s'acharnent à longueur de journée à expliquer le bien-fondé des « réformes » actuelles et à venir.

L'intensité de cette bataille idéologique s'explique par la crainte du développement des luttes qui s'annoncent. Il s'agit de convaincre les travailleurs que la situation actuelle découle d'acquis sociaux obsolètes dans une économie mondialisée. Pour le capital, tout est question de concurrence nationale et internationale, de compétitivité, de rentabilité, de profitabilité. Mais ces arguments ont une limite car les conséquences sociales sont dramatiques.

La volonté de se battre, de ne pas se laisser faire grandit.

Des résistances se construisent, le mécontentement, la colère sont très profonds, les luttes sociales qui se multiplient dans les entreprises, dans de nombreux secteurs en sont la preuve. Un début de coordination se construit. Le 22 mars prochain, les salariés de la fonction publique à l'appel de la CGT-de FO -de la FSU - de Solidaires-de la CFTC-la CFE-CGC et FA-FP, les cheminots, à l'appel de la CGT-

Sud-FO, les salariés de l'énergie à l'appel de la CGT, vont lutter, manifester ensemble. Avant cela les retraités, les salariés des services de santé, les lycéens et les étudiants vont manifester le 15 mars.

Aucune organisation syndicale ne peut ignorer les appels à la mobilisation, l'exigence qui grandit d'agir tous ensemble.

La lutte coordonnée, tous ensemble, devient peu à peu une exigence.

Nous soutenons sans réserve cette volonté de lutter ensemble, nous faisons tout pour que ces luttes s'amplifient et s'enracinent. Pour stopper Macron et le capital, pour imposer des revendications c'est indispensable.

Mais ces luttes doivent aussi susciter le débat sur la possibilité de construire une société débarrassée définitivement de la cause des difficultés actuelles : le capital.